



Séminaire sur la conjoncture au premier semestre 2023  
et les prévisions macroéconomiques à court terme  
dans les pays de la CEMAC, en RDC, au Burundi, à Sao  
Tome Principe, aux Comores, à Djibouti et à  
Madagascar  
Douala du 19 au 23 juin 2023

## **POINTS SAILLANTS**

Juin 2023

## **POINT 1 : INTRODUCTION**

Le Séminaire sur la conjoncture au premier semestre 2023 et les prévisions macroéconomiques à court terme dans les Etats membres de la CEMAC, en RD Congo, au Burundi, aux Comores, à Sao Tomé et Principe, à Djibouti et à Madagascar, organisé conjointement par la Commission de la CEMAC, la Direction Générale d'AFRISTAT et AFRITAC Centre, s'est tenu du 19 au 23 juin 2023 à Douala au Cameroun. La réunion initialement prévue uniquement en présentiel, s'est tenue en version hybride, suite au retard enregistré par la Commission de la CEMAC pour la mise en route des participants de ses pays membres. Les experts des trois institutions en ont assuré l'animation.

Les pays étaient représentés par des participants respectivement en charge de l'analyse conjoncturelle et de la prévision macroéconomique. Les Comores, Madagascar et la Centrafrique n'étaient pas représentés. La Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), la Commission Economique des nations Unies pour l'Afrique Centrale (CEA BSR-AC) ont également pris part aux travaux (cf. liste des participants en annexe 2).

Ce séminaire visait plusieurs objectifs spécifiques. Il s'agissait de :

- présenter la situation conjoncturelle au premier semestre 2023 et les prévisions de la période 2023-2024 des Etats, en vue de faciliter les travaux de suivi de la Commission de la CEMAC, d'AFRISTAT, d'AFRITAC Centre, de la BEAC et des autres institutions sous régionales et régionales ;
- identifier, dans l'évolution récente de la conjoncture économique, les éléments qui déterminent le niveau des agrégats macroéconomiques de l'année 2023, et voir, dans quelle mesure, ils conduisent à réviser les prévisions des années 2023 et 2024, élaborées au second semestre de l'année 2022;
- partager l'expérience de chacun des Etats membres et des institutions régionales, ainsi que les bonnes pratiques dans ce contexte de pandémie et de crise socio-politique.
- Echanger sur l'inflation actuelle dans les Etats, les mesures prises pour réguler les subventions des produits pétroliers et l'incidence sur le cadre macroéconomique global.

## **POINT 2 : CEREMONIE D'OUVERTURE**

Monsieur Djimtoingar Nadjoum, Directeur des Etudes économiques de la Commission de la CEMAC a pris la parole, au nom du Président de la Commission, pour souhaiter la bienvenue aux participants et présenter les objectifs et les enjeux du séminaire en guise de mot d'ouverture du séminaire et a souhaité plein succès aux travaux.

Après la présentation de l'ensemble des participants, le projet de programme de travail a été amendé et adopté.

## **POINT 3 : DEROULEMENT DES TRAVAUX DU SEMINAIRE**

Les travaux ont, par la suite, été organisés en trois (03) sessions de communication (Présentations d'AFRISTAT, des Pays, renforcement de capacité et présentations des Institutions).

### **Session 1 : Communication pays sur le diagnostic conjoncturel au premier semestre 2023 et prévisions 2023-2024**

#### **i. L'environnement international dans la base de données d'AFRISTAT**

Le thème sur « l'environnement international analysé à partir de la base de données d'AFRISTAT » a été exposé par M. Serge Jean EDI, Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT.

La présentation s'est appesantie d'abord sur la méthodologie de mise à jour de la base de données d'AFRISTAT et les difficultés rencontrées. Puis, elle a porté sur les éléments conjoncturels suivants : les cours de change, la croissance économique, les taux d'intérêt des pays du G7, l'indice de prix à la

consommation et les cours des principales matières premières. Cette communication a permis de montrer les tendances suivantes : (i) les perspectives économiques mondiales en termes d'activité annoncent un ralentissement à moyen terme dû aux effets des différentes crises (crise russo-ukrainienne, énergétique, bancaire et géopolitique) ; (ii) les taux d'intérêt se relèvent suite aux resserrements monétaires sur les marchés bancaires des pays développés ; (iii) les cours des produits de base s'abaissent mais restent à des niveaux plus élevés qu'avant 2019 ; (iv) la perturbation du commerce international ; (v) une poussée inflationniste généralisée qui ralentie notamment dans les pays du G7 et les BRICS mais reste encore à des niveaux plus élevés qu'avant le début de la pandémie du COVID-19.

## ii. Conjoncture économique au premier semestre 2023 et prévisions à court terme dans les pays

Les neuf (9) Etats représentés ont exposé sur les évolutions de leurs indicateurs conjoncturels au premier semestre 2023 et les résultats des prévisions macroéconomiques récentes sur la période 2023-2024 comme suit :

Tableau 1: Situation des présentations des pays

Pays	La conjoncture présentée	Les prévisions présentées	Observation
Burundi	Oui	Oui	
Cameroun	Oui	Oui	
Djibouti	Oui	Oui	
Guinée Equatoriale	Oui	Oui	
Gabon	Oui	Oui	
RDC	Oui	Oui	
STP	Oui	Oui	
Tchad	Non	Oui	Conjoncturiste absent
Congo	Oui	Oui	

Source : Séminaire

Un résumé des interventions faites par les participants figure en annexe 1. Il en est de même de toutes les présentations du séminaire.

## Session 2 : Conjoncture économique et perspectives économiques vue par les organisations sous régionales et internationales

### (i) Présentation de la CEMAC sur l'état de la convergence et les perspectives macroéconomiques de la CEMAC

La présentation de la Commission de la CEMAC a porté sur la situation économique de la CEMAC en 2022, l'état de conformité aux critères de convergence de la CEMAC en 2022, les perspectives macroéconomiques de la CEMAC pour 2023 et 2024 ainsi que les orientations de mesures de politique économique.

De cette présentation, l'on retiendra principalement que l'activité économique dans la CEMAC a poursuivi son redressement en 2022 avec une croissance de 3,0% après 1,9% en 2021, avec toutefois une résurgence des pressions inflationnistes.

Pour ce qui est de l'état de conformité aux critères de convergence de la CEMAC, selon les données disponibles encore provisoires, la Communauté a observé en 2022 un seul critère de convergence, celui relatif à l'endettement, contre deux de 2015 à 2021.

Par pays, la Guinée Equatoriale et le Tchad ont observé deux critères de convergence sur quatre, à savoir ceux relatifs au solde budgétaire de référence et l'endettement. Le Cameroun, la République Centrafricaine et le Gabon ont respecté juste un seul critère de convergence, à savoir le critère afférent à l'endettement. Le Congo n'a respecté aucun critère de convergence en 2022.

Concernant les perspectives macroéconomiques de la CEMAC pour 2023 et 2024, elles sont globalement favorables. Profitant de la poursuite du dynamisme de l'activité dans le secteur non pétrolier, la croissance se consoliderait à 2,4% en 2023 et à 2,6% en 2024 en dépit d'une baisse projetée de l'activité dans le secteur pétrolier.

Du fait des risques majeurs pesant sur ces perspectives, les orientations générales pour le redressement économique des pays de la CEMAC sont axées sur les mesures visant à contenir les incertitudes susceptibles d'altérer la dynamique de la relance économique dans la Sous-Région, en rapport avec l'éventualité d'un rebondissement de la pandémie de Covid-19 ainsi qu'avec la perdurance et l'intensification du conflit entre l'Ukraine et la Russie. Elles visent également à stimuler la croissance potentielle, augmenter l'inclusion économique et renforcer les effets multiplicateurs des politiques budgétaires et monétaire.

## **(ii) Présentation de la BEAC sur son dispositif de prévision et d'analyse de l'inflation**

La présentation de la BEAC a porté sur son dispositif de prévision et d'analyse de l'inflation dans la CEMAC. Elle a fait un bref aperçu du processus de prise de décision en matière de politique monétaire en général et en particulier sur l'apport du Service de la Conjoncture Sous-Régional et des Etudes Sectorielles de la BEAC dans ce processus qui porte essentiellement sur les analyses sur l'activité, les prix et l'emploi. S'agissant des prix, le présentateur a décrit les étapes du processus de suivi et d'analyse des prix qui commence avec la collecte des IHPC auprès des INS puis le calcul des IHPC CEMAC, les prévisions à court et moyen termes pour clore avec la production de la note et sa diffusion aux organes de décision et au grand public sur le site internet de la Banque. Cette activité se déroule chaque trimestre mais une veille permanente est faite mensuellement pour alerter en cas de changement brusque.

Le présentateur a insisté sur chaque étape en détail. Sur la collecte des données, une phase importante, il a relevé que les données sont collectées auprès des INS (IHPC des 12 fonctions et nomenclatures secondaires) et d'autres sources (FAO pour les prix alimentaires, FMI pour les cours du baril et la BEAC pour les variables de la CEMAC). Une fois la base des données disponible, les travaux de prévision sont lancés en soulignant qu'elles portent sur le court terme pour les projections des 12 fonctions de consommation à fréquence mensuelle à l'aide des modèles BVAR implémenté par un programme sous MATLAB. Les résultats obtenus vont être utilisés dans la suite des travaux de prévision à moyen terme, qui vont porter sur huit trimestres, faisant usage quatre méthodologies (VAR, BVAR, SVAR, SBVAR) pour quatre spécifications différentes retenues sur des données trimestrielles, soit au total 16 modèles qui sont utilisés pour chaque pays. En outre, le présentateur a fait allusion à la méthodologie qui permet de prendre en compte de l'information à priori et à introduire des hypothèses sur certaines dynamiques de variables et voir l'impact sur les prévisions, donnant plus de flexibilité au prévisionniste. Au total, la prévision de chaque pays qui est la moyenne des prévisions des 16 modèles chacun pondéré par l'inverse de l'erreur, et est communiquée sur des intervalles de prévision (fanchart). Après tout ce travail, la note d'analyse de l'inflation est rédigée, discutée et validée avant sa transmission aux autorités et au grand public.

## **Session 3 : Les mesures prises pour réguler les subventions des produits pétroliers et l'incidence sur le cadre macroéconomique global**

### **Présentation d'AFRITAC Centre sur les subventions des prix des produits pétroliers et cadrage macroéconomique**

Les subventions des produits pétroliers (SPP) sont les mesures prises par les gouvernements pour soutenir financièrement l'industrie pétrolière et réduire les coûts des produits pétroliers pour les consommateurs. Elles prennent les formes de transferts d'argent ou d'avantages fiscaux accordés aux producteurs, aux distributeurs ou aux consommateurs de produits pétroliers tels que l'essence, le diesel, le fioul domestique. A travers la réduction des coûts de production (coûts énergétique) des entreprises, les SPP favorise l'activité industrielle, les investissements et la création d'emplois et in fine stimule la croissance économique ; contribue à la protection sociale des consommateurs à faible revenu, à la stabilité sociale et politique et à la souveraineté énergétique.

Les SPP peuvent avoir plusieurs conséquences économiques, notamment sur les dépenses publiques et potentiellement sur la dette publique, sur l'inflation et sur la réallocation des ressources. Ces effets peuvent varier en fonction du montant des subventions, de leur durée et de la structure économique du pays concerné.

Les politiques de réforme des SPP pétrolières visent généralement à remédier aux problèmes économiques, budgétaires, environnementaux et sociaux associés à ces subventions. Elles visent à augmenter progressivement les prix des produits pétroliers jusqu'à ce qu'ils reflètent les coûts réels de production et les prix internationaux du pétrole pour améliorer la situation budgétaire, réduire les distorsions économiques et encourager l'efficacité énergétique. Elles visent également à réorienter des subventions vers des alternatives durables et respectueuses de l'environnement et à mettre en place en parallèle des mécanismes de ciblage pour la protection des populations à faible revenu qui pourraient être davantage touchées par des prix plus élevés.

Compte tenu de l'importance de ces subventions dans les pays de l'Afrique centrale, dans un contexte de prix élevé des cours mondiaux du pétrole et des difficultés d'approvisionnement, plusieurs pays se sont engagés à relever progressivement les prix à la pompe des produits pétroliers au cours de la période récente avec des effets de diffusion dans tous les cadrages macroéconomiques et budgétaires prévisionnels.

La prise en compte de ces SPP dans les exercices de cadrage macroéconomique reste ad hoc. Aussi est-il recommandé de :

- i. Procéder à l'endogénéisation des prix dans les modèles de prévision macroéconomique et budgétaire des pays ;
- ii. Au même titre que les scénarios sur l'évolution des prix mondiaux sur la croissance économique, procéder régulièrement aux analyses de sensibilité des prix et de la situation budgétaire (et partant de tout le cadrage macroéconomique) aux ajustements potentiels des prix à la pompe des produits pétroliers ;
- iii. Développer des modèles d'équilibre général calculable pour apprécier les effets de la réduction des SPP sur tous les secteurs institutionnels (notamment les ménages et les entreprises).

#### **POINT 4 : RECOMMANDATIONS DU SEMINAIRE**

Les participants au séminaire ont formulé les recommandations suivantes :

**Aux administrations chargées de la production de statistiques de court terme, de l'analyse conjoncturelle et de l'élaboration des prévisions macroéconomiques (INS : Institut National de la Statistique et DP : Direction de la Prévision) :**

- Procéder à l'endogénéisation des prix dans le dispositif de cadrage à l'effet notamment de rendre effective l'analyse de sensibilité sur les coûts budgétaires des subventions
- Prendre les dispositions pour redynamiser et rendre opérationnels les comités de cadrage macroéconomique dans les pays concernés ;
- Prendre les dispositions nécessaires à la production régulière des indicateurs conjoncturels (IHPC, IPI, ICA, IPPI...)

**A AFRISTAT, à AFRITAC-Centre, à la Commission de la CEMAC :**

- Transmettre le rapport du séminaire aux pays en précisant dans la lettre de transmission que nous regrettons les pays absents et espérons qu'ils seront des nôtres la prochaine fois
- Améliorer l'organisation du séminaire (accueil, logistique, assistance pour l'obtention de visa, ...)

Le prochain séminaire est prévu pour la semaine du 13 au 17 novembre 2023 à Douala.

## **ANNEXES**

## ANNEXE 1 : RESUME DES PRESENTATIONS DES PAYS

### Burundi

Globalement, la conjoncture du Burundi est favorable au cours du premier semestre de 2023.

Pour de bonnes performances, On note une progression considérable de la production du thé de cette période sous analyse. On enregistre également une baisse de la production dans le secteur des minerais au cours du 1er trimestre 2023. En comparaison avec le même trimestre de 2022, les échanges de marchandises avec le reste du monde ont augmenté malgré une inflation galopante et une balance commerciale déficitaire qui s'observent au cours du premier trimestre de 2023.

Les perspectives macroéconomiques pour 2023-2024 sont globalement favorables. Le pays enregistrerait des progrès dans les secteurs économiques. Les agrégats du secteur réel, des finances publiques, de la Balance des paiements ainsi que de la situation monétaire devraient connaître des améliorations suite à la mise en oeuvre effective du Plan National de Développement (PND Burundi 2018-2027) à travers son plan d'actions et le programme financier en cours de négociation avec le Fonds Monétaire International.

### Cameroun

Le quatrième trimestre de l'année 2022 est marqué par un rythme de croissance soutenu de l'activité économique, traduite par une croissance du PIB de 3,9 % par rapport au même trimestre de 2021

Du côté de l'offre, **cette évolution se traduit par la bonne performance des trois secteurs d'activité qui marquent chacune** une croissance positive, bien que les dynamiques soient au ralenti dans les secteurs primaire et tertiaire contrairement au secteur secondaire, Du côté de la demande, la croissance du PIB au cours du trimestre est tirée par toutes les composantes de la demande

La croissance économique de l'année 2022 estimée sur la base des quatre évolutions trimestrielles s'élève à 4,0% par rapport à l'année 2021. Le déflateur du PIB pétrolier est de 75,6% entraînant un déflateur du PIB aux coûts des facteurs qui se situe à 8,7% tandis que le déflateur du PIB hors pétrole est de 4,4%.

Il est prévu une croissance du PIB réel de 3,8%.et de 4,3% en 2023 et 2024, respectivement. S'agissant des prix, l'inflation est estimée à 5,9% en 2023 et projetée à 3% en 2,5% en 2024.

### Congo

En dépit de la baisse du prix du baril de pétrole et la crise alimentaire mondiale, La situation conjoncturelle au Congo a été globalement favorable au 1er trimestre 2023 avec une hausse contrastée de la production industrielle et une poursuite de la reprise effective des activités dans le secteur tertiaire.

Au mois de mai 2023, une hausse des prix maîtrisée a été constatée. En effet l'inflation s'est affichée à 3,3%, en moyenne annuelle, soit légèrement au-delà du seuil de la CEMAC.

Concernant le commerce extérieur, le Congo a enregistré un déficit commercial de 56,8%et une dégradation des termes de l'échange.

Enfin, l'évolution des agrégats monétaires, au 1<sup>er</sup> trimestre, a été marquée par une hausse de la masse monétaire et une dégradation persistante de la position extérieure nette.

Les perspectives économiques s'annoncent favorables sur la période 2023-2024. Du côté de la production, la croissance du PIB réel s'accélérerait en 2023 (4,0%) et en 2024 (4,4%), après avoir été de 1,7% en 2022.

Du côté des prix, l'inflation s'accélérerait sur la période, passant de 3,0% en 2022, à 3,3% en 2023 pour atteindre 3,5% en 2024, dépassant largement la norme communautaire qui est de 3,0%.

### Djibouti

La conjoncture nationale, la reprise de l'activité portuaire, secteur clé de l'économie nationale, se confirme en 2023 avec une progression de +16,1% sur un an en termes de trafic de conteneurs. En corollaire, le fret ferroviaire comme le fret routier progressent respectivement de +18,7% et +0,4% sur un an et +2% et +10% sur 3 mois. Les importations locales se sont accrues de 4,9% en volume durant ce trimestre alors que les réexportations ont augmenté de 20,7%.

Le secteur de la construction progresse de 15% en rythme annuel et par rapport au quatrième trimestre 2022, il enregistre une augmentation de 22%. La production énergétique augmente de 5,7% en glissement annuel et la consommation énergétique de + 6,6%.

En mars, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en recul à +1,9% sur un an après +4,1 % du début de l'année 2023.

Le taux de croissance du PIB réel de l'économie Djiboutienne est estimé à 3,7% en 2022, à 6,8% en 2023 pour atteindre 6,9% en 2024. Cette hausse serait tirée par les secteurs tertiaire et secondaire.

## Gabon

Globalement, atonie de l'activité économique à 1T23 tant en glissement trimestriel qu'en glissement annuel : détérioration de l'activité mesurée par l'IC, de nombreux secteurs ont été en berne.

Plusieurs mesures prises sur la période, afin de soulager les consommateurs dans un contexte de poussée de tensions inflationnistes : création d'un Ministère dédié

Report de l'application de la TVA à taux réduit de 5% sur certains produits qui devaient sortir du panier de la ménagère. Maintien de la mercuriale adoptée lors de la concertation entre le Gouvernement (Ministère de l'Economie et de la Relance) et les partenaires (Importateurs, Grossistes et détaillants) pour minimiser l'impact de la hausse des prix des matières importées à travers la réduction de leurs marges. Maintien du prix à la pompe pour les produits pétroliers raffinés, sauf pour le carburant industriel; Soutien au prix du blé (péréquation) ;

Organisation des assises nationales contre la vie chère ;

Conjoncture économique du Gabon est caractérisée par une nouvelle baisse de ses performances dans le sillage du quatrième trimestre 2022 dans la plupart des secteurs.

Les prévisions à moyen terme 2023 – 2024 se caractérisent par :

- **amélioration du cadre macroéconomique en 2023**,
- par rapport à 2022, toutefois en ralentissement:
- une progression de l'activité économique de 2,7%, contre 3,1% prévu dans la LFI (et 3,0% en 2022);
- Une amélioration de l'excédent public de 2,4% du PIB contre +1,4% en 2022;
- **A court terme 2023-2024**, cette progression s'accélérerait notamment à partir de 2024 :
- une accélération prévue de la croissance à +3,1% ;
- une atténuation du déficit primaire hors pétrole en 2024 estimée à -2,9% du PIB hors-pétrole contre -3,9% en 2023.

## RD Congo

- Accélération de la croissance, en raison principalement du bon comportement des industries extractives.
- Accélération de l'inflation, de suite de l'inflation importée et de l'augmentation des dépenses publiques ;
- Contreperformance des finances publiques, attestée par un déficit des opérations financières de l'Etat, une baisse de recettes et une hausse des dépenses ;
- Amélioration de l'excédent de la balance de biens ;
- Accélération du taux de change à l'indicatif et au parallèle, suite notamment à une forte expansion de la liquidité ;
- Consommation des réserves de change, dans un contexte d'intensification des conflits armés dans l'Est du pays et de préparation des élections générales prévues en décembre 2023.
  
- Ralentissement de la croissance économique en 2023 et 2024 après une forte accélération en 2022 ;
- Ralentissement de l'inflation en 2023, tout en restant élevée, avant de chuter sensiblement en 2024 ;
- Bon comportement des recettes entre 2022 et 2024, en dépit d'une légère baisse en 2023 ;
- Hausse sensible des dépenses publiques induites par les dépenses courantes et les dépenses exceptionnelles liées aux opérations sécuritaires ;
- Déficit budgétaire globalement maîtrisé dans un contexte de resserrement budgétaire.

## Tchad

## Guinée Equatoriale

L'économie de la Guinée équatoriale a connu une évolution positive en 2022, où le PIB a connu une croissance d'environ 3,1 %, soit 1,8 point de pourcentage de plus que les estimations initiales (1,3 %) et 4,0 points de pourcentage de plus qu'en 2021, dont la croissance est estimée à -0,9 %. la croissance du PIB pétrolier était de 1,1% et celle du PIB non pétrolier de 4,6%.

Le taux d'inflation moyen pour 2022 était de 4,9%, supérieur à celui enregistré à la même période de l'année précédente, qui était de -0,1%. Jusqu'à présent en 2023, la même tendance à la hausse de l'inflation a été observée, où les mois de janvier, février, mars et avril et mai ont eu des résultats de 5,0 %, 5,1 %, 5,1 %, 5,0 % et 4,7% respectivement.

Quant au Finances Publiques, L'exercice 2022 s'est soldé par un excédent budgétaire de 973.226 millions de FCFA, soit 13,2% du PIB, contre un excédent de 177 289 millions de FCFA en 2021. Par rapport à la dette Publique, elle s'est établie à 2 604 909,1 millions XAF, ce qui représente une baisse de 0,8% en comparaison à l'année 2021, principalement en raison d'une diminution de la dette extérieure tout au long de l'année (16,7%).

Selon les nouvelles prévisions, d'ici 2023, l'économie de la Guinée Equatoriale enregistrerait une baisse du PIB d'environ 1,5%, une situation qui s'aggraverait en 2024 avec une baisse de 6,6%, pour se situer ensuite autour de -3,4 % en 2025. Ce comportement négatif de l'activité économique serait une conséquence de la baisse de la production d'hydrocarbures qui, selon le ministère des Mines et des Hydrocarbures, chuterait de 4,6% en 2023.

## Sao Tome et Principe

Dans le premier trimestre, pour ce que concerne au marché des échanges, il existe une oscillation pour les deux ans (2022 et 2023), montrant la baisse et l'augmentation dans le mois de février et dans le milieu du mois de mars, il avait une choqe entre les deux ans.

Pour le cas de l'IPC, le mois de mars que s'est le plus ressentir une augmentation, il avait une aussi dans le taux d'inflation cumulée dans les trois premiers mois mais une baisse dans le mois suivant, cause de baisse de taux en chaine en avril, et pour la variation homologue, on a vu que pour le première mois la vie c'est augmenté un plus au premier quintile et avec un comportement de baisse jusqu'au le mois de avril.

Pour le cas de l'importation et l'exportation, dans le mois de février l'importation et même l'exportation ont baissé en arrivant en négatif, mais dans le mois de mars les deux ont augmenté jusqu'au 177,3% pour l'exportation et 34,9% pour l'importation.

En on estime que le pays a eu un ralentissement de la croissance économique avec une croissance de 0,9%, e l'inflation avait une valeur plus élevée vérifiée à plus de 10 ans, un taux de 25,3%. Pour l'année de 2023 et 2024, nous espérons qu'il y aura une croissance économique de 2% et 2,5% respectivement.

Cette croissance sera supportée par : **Le redressement du secteur de l'agriculture ; La Reprise du secteur industriel ; et, La croissance du secteur des services.**

Ce que concerne l'inflation nous espérons un taux de 10,4% pour 2023 et 6,7% pour 2024, également une amélioration du solde de la Balance courante, pour les années de 2023 (-18,5% du PIB) e 2024 (-16,5% du PIB).

Le solde Primaire ira s'améliorer en 2023 (-1,8% du PIB), après avoir un déficit de 2,8% du PIB, pour l'année de 2024 nous espérons un déficit de 2,9% du PIB.

## ANNEXE 2 : LISTE DES PARTICIPANTS

### Participants en présentiel et en visioconférence

RDC	Ignace PANU kitenge	INS	panukitenge@gmail.com
	Fabrice Diata	DEME / Min Plan	fabricediata@gmail.com
Djibouti	Ahmed Daher Awaleh	DEP	connaittout123@gmail.com;
	Djibril Ahmed Walie	DEP	djibrilahmedwalie@gmail.com;
	Kadra Ahmed Said	DEP	ardaksh85@yahoo.fr;
	Araksan Abdillahi Guelleh	DEP	
	Amina Ibrahim	DEP	
	Hassan Mohamed Hassan	DEP	
	Abdourahim Mohamed Kamil	DEP	
Tchad	Issa Oumar Adallah	DEP	lebineissa@yahoo.fr

Burundi	MANIRAKIZA Léonce	INSBU	<a href="mailto:Manirakizal74@gmail.com">Manirakizal74@gmail.com</a>
	NTABANGANA Terence	DPN	ntabanganat@yahoo.fr
Sao Tome	Aquilza Rocha	Direction de la planification	aquilza1@gmail.com;
	Jonilson Leite	INE	jonilson007@hotmail.com
Cameroun	Hyginus BINYUYVIDZEM	INS	binyuyvidzem@yahoo.co.uk
	Serge MENDUNGA	DP	serge_mendouga@yahoo.fr
Guinée Equatoriale	Agustin Mabale	INEGE	<a href="mailto:amabale@inege.gq">amabale@inege.gq</a> ; agustinmabalemabale@gmail.com
	Bernadino Ondo ABAGA	DGE/Min Plan	abaga1260@gmail.com
Gabon	Eric Ikapi	DPS/DGE	ikapitash@yahoo.fr
	Stephanie Josiane LOUEMBET	DPAE/DGE	stephanienguema@yahoo.fr
Congo	Amed Stown BORGIA	DGE	stownborgia@gmail.com
	Fatoumata Diallo	INS	diallofatly@yahoo.fr
AFRISTAT	Edi Serge Jean	DGA	edi@afristat.org
AFRITAC Centre	Severin Kamgna	Conseiller	skamgna@imf.org
CEA/BSR-AC	Laura NGOMEGNI		Ingomegni@un.org
Commission de la CEMAC	MAMADOU Issa Baba		MAMADOU@cemac.int
	LONTCHI TCHOFFO Roland Marc		LONTCHIR@cemac.int
	NGUEMENI Jean Claude		NGUEMENIJ@cemac.int
	DJIMTOINGAR Nadjiounoum		djimtoingarn@cemac.int

### ANNEXE 3 : THEMATIQUES ABORDEES AU COURS DES RECENTS SEMINAIRES

Période du séminaire	Afrique de l'Ouest	Afrique centrale
1 <sup>er</sup> semestre 2023	Évaluation du retour des finances publiques sur le chantier d'avant crise Covid19	Partage d'expériences sur l'inflation actuelle dans les Etats, les mesures prises pour réguler les subventions des produits pétroliers et l'incidence sur le cadre macroéconomique global.
2 <sup>ème</sup> semestre 2022	L'impact des crises actuelles sur les économies nationales et les mesures conjoncturelles et structurelles prises pour faire face à ces défis.	L'impact des crises actuelles sur les économies nationales et les mesures conjoncturelles et structurelles prises pour faire face à ces défis.
1 <sup>er</sup> semestre 2022	Les effets de l'inflation actuelle sur les pays et les mesures de riposte.	Partage d'expériences sur les déterminants de l'inflation actuelle dans les Etats.
2 <sup>ème</sup> semestre 2021	Les effets des plans de riposte et de relance adoptés par les Etats sur l'évolution de la conjoncture et les perspectives économiques à moyen terme.	Partage d'expériences sur les outils (modèles) de cadrage macroéconomique existant dans les pays.
1 <sup>er</sup> semestre 2021	Le point des effets de la pandémie sur leurs économies respectives.	Outils d'évaluation et de simulation d'impact macroéconomique de la pandémie du COVID 19.

2 <sup>ème</sup> semestre 2020	L'évaluation de l'impact de la pandémie ainsi que sa prise en compte dans les prévisions macroéconomiques et budgétaires.	Méthodologiques sur l'utilisation des MIDAS (Mix Data Sampling) pour l'analyse conjoncturelle et la prévision
1 <sup>er</sup> semestre 2020		
2 <sup>ème</sup> semestre 2019	Dispositifs de cadrage macroéconomique : Etat des lieux et perspectives à moyen terme	Partage d'expériences sur le fonctionnement des comités de cadrage macroéconomique
1 <sup>er</sup> semestre 2019	Les méthodes de prévision de l'inflation	La désaisonnalisation des séries chronologiques
2 <sup>ème</sup> semestre 2018	La désaisonnalisation des séries chronologiques	Les enjeux et défis du rebasage des comptes nationaux pour le cadrage macroéconomique
1 <sup>er</sup> semestre 2018	Les enjeux et défis du rebasage des comptes nationaux pour le cadrage macroéconomique	L'utilisation des indicateurs conjoncturels et des comptes nationaux trimestriels (CNT) dans l'élaboration des prévisions macroéconomiques
2 <sup>ème</sup> semestre 2017	L'utilisation des indicateurs conjoncturels et des comptes nationaux trimestriels (CNT) dans l'élaboration des prévisions macroéconomiques ».	Les techniques rédactionnelles appliquées à la conjoncture et au cadrage macroéconomique.
1 <sup>er</sup> semestre 2017	Le processus d'élaboration des documents de synthèse conjoncturelle	Le processus d'élaboration des documents de synthèse conjoncturelle.
2 <sup>ème</sup> semestre 2016	L'analyse de la balance des paiements	Instruments de cadrage macroéconomique dans le domaine de la conjoncture économique et prévisions.
1 <sup>er</sup> semestre 2016	Les techniques rédactionnelles appliquées à la conjoncture et au cadrage macroéconomique.	
2 <sup>ème</sup> semestre 2015	Les instruments de cadrage macroéconomique dans le domaine de la conjoncture économique et prévisions.	
1 <sup>er</sup> semestre 2015	La prévision à court terme des principaux indicateurs et agrégats macroéconomiques.	